

RÉSOLUTION N° 435

**MESURES RÉVISÉES POUR FACILITER LE RECOUVREMENT
DES ARRIÉRÉS DE QUOTES-PARTS DUS À L'INSTITUT**

LE COMITÉ EXÉCUTIF, à sa Vingt-cinquième réunion ordinaire,

VU:

Le rapport de la réunion 2005 de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion, IICA/CE/Doc. 457(05),

CONSIDÉRANT:

Que, par la résolution IICA/JIA/Res. 392 (XII-0/03), le Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil) a adopté une série de « mesures proposées pour assurer le recouvrement des arriérés de quotes-parts dus à l'Institut »;

Que, par la résolution IICA /CE/Res. 417 (XIV-O/04), le Comité exécutif a recommandé que le Conseil modifie la résolution IICA/JIA/RES. 392, rétroactivement au 1^{er} janvier 2004, afin de donner au Directeur général la possibilité de consulter le Comité exécutif ou le Conseil avant de mettre ces mesures en application dans les cas où, de l'avis du Directeur général, « la mise en application de certaines mesures ou de toutes les mesures prévues pour recouvrer les arriérés de quotes-parts n'est pas conforme aux intérêts fondamentaux de l'Institut »;

Que la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (CCSQG), réunie en mars 2005, a recommandé au Directeur général qu'il prépare, de concert avec le Conseiller juridique, une proposition sous forme de projet de résolution « qui éclaircira les ambiguïtés » dans les résolutions IICA/JIA/Res. 392 et IICA/CE/Res. 417, afin de faciliter l'application de ces mesures, comme le stipulent l'article 24 de la Convention de l'IICA et d'autres règlements et normes de l'Institut,

DÉCIDE:

De recommander que le Conseil, à sa Treizième réunion ordinaire, adopte une résolution qui abroge l'annexe de la résolution IICA/JIA/Res.392 intitulée « Mesures proposées » et qui la remplace par le document intitulé « Mesures révisées pour faciliter le recouvrement

des arriérés de quotes-parts dus à l'Institut » et figurant à l'annexe I de la présente résolution.

ANNEXE I
MESURES RÉVISÉES POUR FACILITER LE RECOUVREMENT
DES ARRIÉRÉS DE QUOTES-PARTS DUS À L'INSTITUT

I. DÉFINITIONS

Aux fins des présentes mesures, les définitions suivantes s'appliquent :

- A. Pays à jour : Un État membre est « à jour » lorsqu'il a versé la totalité de ses quotes-parts au Fonds ordinaire de l'IICA.
- B. Situation régulière : Un État membre est en « situation régulière » lorsqu'il ne doit pas plus de deux quotes-parts annuelles complètes au Fonds ordinaire de l'IICA.
- C. Situation spéciale : Un État membre est en « situation spéciale » lorsqu'il doit plus de deux quotes-parts annuelles complètes au Fonds ordinaire de l'IICA, qu'il a convenu d'un plan de paiement avec le Directeur général pour liquider les arriérés et qu'il s'acquitte pleinement de ce plan de paiement.
- D. Pays en défaut de paiement : Un État membre est « en défaut de paiement » lorsqu'il doit plus de deux quotes-parts annuelles complètes au Fonds ordinaire de l'IICA et qu'il ne s'acquitte pas de toutes les obligations énoncées ci-dessus pour être en situation spéciale.
- E. Retard accumulé : Nombre d'années pour lesquelles un État membre doit des quotes-parts au Fonds ordinaire au 1^{er} juillet de l'année en cours, même si l'État membre a convenu d'un plan de paiement et si ce plan est en cours d'exécution.

II. RÈGLES POUR ÉTABLIR LA SITUATION ET LE RETARD ACCUMULÉ AUX FINS DE L'APPLICATION DES PRÉSENTES MESURES

- A. L'article 86 du Règlement intérieur de la Direction générale et l'article 70 du Règlement intérieur du Conseil stipulent que les quotes-parts « sont réputées exigibles à partir du premier jour de l'année de chaque exercice financier ». Cependant, aux termes des présentes mesures, ces articles ne seront pas applicables pour déterminer la situation d'un État membre.
- B. Pendant l'année en cours, un État membre demeurera dans la situation dans laquelle il se trouvait au 31 décembre de l'année précédente, à condition qu'il effectue un paiement égal au montant de la quote-part de l'année en cours au plus tard le 30 juin de ladite année en cours. Si le paiement n'a pas été effectué au 30 juin, l'État membre verra sa situation modifiée.

- C. Un État membre qui n'est pas à jour peut améliorer sa situation à tout moment pendant l'année en cours en effectuant des paiements additionnels.
- D. Conformément aux dispositions de l'article 84 du Règlement intérieur de la Direction générale, les sommes reçues au titre de quotes-parts « sont créditées au solde impayé qui correspond à l'exercice débiteur le moins récent ».

III. DROITS ET PRIVILÈGES DES ÉTATS MEMBRES DE L'IICA À JOUR

A. Les États membres à jour bénéficient des droits et privilèges associés à l'appartenance à l'IICA, notamment:

1. Droit de vote aux réunions du Comité exécutif et du Conseil interaméricain de l'agriculture.
2. Droit de présenter des candidats au poste de Directeur général.
3. Droit pour leurs ressortissants d'occuper le poste de Directeur général.
4. Droit de présenter des candidats pour siéger à des comités et pour occuper des postes de direction dans ces comités.
5. Droit de préséance de leurs ressortissants dans les contrats de l'IICA.
6. Droit d'accueillir un bureau de l'Institut sur leur territoire, financé par le Fonds ordinaire.
7. Droit de faire partie de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (CCSQG).
8. Droit de recevoir une allocation budgétaire du Fonds ordinaire de l'IICA pour des projets dans le pays.
9. Privilège d'accueillir des réunions de l'IICA financées entièrement ou en partie avec des ressources du budget du Fonds ordinaire de l'IICA¹.
10. Privilège de recevoir des allocations extraordinaires du Sous-fonds de roulement du Fonds ordinaire, approuvées par le Comité exécutif conformément à l'article 90 du Règlement intérieur de la Direction générale.

B. L'exclusion de tout droit ou privilège mentionné dans la partie A ci-dessus n'exclut pas d'autres droits et privilèges dont peuvent bénéficier les États membres de l'IICA.

IV. DROITS ET PRIVILÈGES DES ÉTATS MEMBRES DE L'IICA EN SITUATION RÉGULIÈRE ET SPÉCIALE

A. Les États membres en situation régulière bénéficient de tous les droits et privilèges accordés aux pays à jour, établis dans la partie III (A) ci-dessus, à l'exception du

¹ Aux fins de l'application de ce privilège, le financement avec des ressources du Fonds ordinaire de l'IICA ne comprend pas les fonds qui servent à payer les salaires des membres du personnel qui doivent assister à ces réunions, quel que soit le lieu où elles se tiennent.

privilège de recevoir des allocations extraordinaires du Sous-fonds de roulement du Fonds ordinaire approuvées par le Comité exécutif, conformément à l'article 90 du Règlement intérieur de la Direction générale.

- B. Les États membres en situation spéciale bénéficient de tous les droits et privilèges accordés aux pays à jour, établis dans la partie III (A) ci-dessus, à l'exception du privilège de recevoir des allocations extraordinaires du Sous-fonds de roulement du Fonds ordinaire approuvées par le Comité exécutif, conformément à l'article 90 du Règlement intérieur de la Direction générale.

V. DROITS ET PRIVILÈGES DES ÉTATS MEMBRES EN DÉFAUT DE PAIEMENT

- A. Tout État membre qui se trouve en défaut de paiement verra son droit de vote suspendu, à moins que le Conseil ou le Comité exécutif, selon le cas, ne détermine, conformément à l'article 24 de la Convention portant création de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, que « le défaut de versement est dû à des raisons indépendantes de la volonté de l'État intéressé ».

- B. Parmi les autres droits et privilèges énumérés dans la partie III (A) ci-dessus, tout État membre qui accuse un retard dans le paiement de ses quotes-parts pourra bénéficier seulement des droits et privilèges mentionnés ci-après, selon le retard accumulé:

1. Retard accumulé correspondant à plus de deux exercices financiers complets, mais à moins de trois :

- a. Droit de présenter des candidats au poste de Directeur général.
- b. Droit pour leurs ressortissants d'occuper le poste de Directeur général.
- c. Droit de présenter des candidats pour siéger à des comités et pour occuper des postes de direction dans ces comités.
- d. Droit de préséance de leurs ressortissants dans les contrats de l'IICA.
- e. Droit d'accueillir un bureau de l'Institut sur leur territoire, financé par le Fonds ordinaire de l'IICA; toutefois, le montant autorisé sera réduit de 10 %.
- f. Droit de faire partie de la CCSQG.
- g. Droit de recevoir une allocation budgétaire du Fonds ordinaire de l'IICA pour des projets dans le pays.

2. Retard accumulé correspondant à trois exercices financiers complets, mais à moins de quatre :

- a. Droit de présenter des candidats au poste de Directeur général.
- b. Droit pour leurs ressortissants d'occuper le poste de Directeur général.
- c. Droit de présenter des candidats pour siéger à des comités et pour occuper des postes de direction dans ces comités.
- d. Droit de préséance de leurs ressortissants dans les contrats de l'IICA;
- e. Droit d'accueillir un bureau de l'Institut sur leur territoire, financé par le Fonds ordinaire; toutefois, le montant autorisé sera réduit de 20 %.

- f. Droit de faire partie de la CCSQG.
 - g. Droit de recevoir une allocation budgétaire du Fonds ordinaire de l'IICA pour des projets dans le pays.
3. Retard accumulé correspondant à quatre exercices financiers complets, mais à moins de cinq:
- a. Droit de préséance de leurs ressortissants dans les contrats de l'IICA.
 - b. Droit d'accueillir un bureau de l'Institut sur leur territoire, financé par le Fonds ordinaire; toutefois, le montant autorisé sera réduit de 40 %.
 - c. Droit de faire partie de la CCSQG.
 - d. Droit de recevoir une allocation budgétaire du Fonds ordinaire de l'IICA pour des projets dans le pays.
4. Retard accumulé correspondant à cinq exercices financiers complets ou plus :
Aucun des droits et privilèges énoncés dans la partie III (A) ci-dessus.

VI. SUSPENSION DU DROIT DE VOTE

- A. La décision de suspendre ou non le droit de vote d'un État membre en défaut de paiement ne peut être prise que par le Conseil et le Comité exécutif, selon le cas, conformément à l'article 24 de la Convention portant création de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture.
- B. Le droit de vote peut être rétabli automatiquement lorsqu'un État en défaut de paiement devient en situation spéciale, en situation régulière ou à jour. Il peut également être rétabli par le Comité exécutif ou par le Conseil après présentation d'une demande de la part de l'État membre intéressé, conformément aux dispositions de l'article 6.4 du Règlement pour l'application de l'article 24 de la Convention sur l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture.

VII. SUSPENSION DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU DÉFAUT DE PAIEMENT, LORSQU'IL EN VA DES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX DE L'INSTITUT²

- A. Si le Directeur général détermine qu'il est contraire aux intérêts fondamentaux de l'Institut d'appliquer les réductions indiquées dans le financement de projets et dans l'appui au bureau de tout État membre en défaut de paiement, il peut consulter le Comité exécutif ou le Conseil avant d'appliquer ces réductions, et proposer la suspension ou la modification de la réduction concernée. La consultation devra se faire par écrit s'il n'est pas prévu de tenir une réunion du Conseil ou du Comité exécutif dans les 90 jours suivant la date à laquelle ces réductions doivent être appliquées.

² La présente section des Mesures s'applique à partir du 1^{er} janvier 2004. Cette section remplace la recommandation du Comité exécutif qui figure à l'annexe B de la résolution IICA/CE/Res. 417.

- B. Le Conseil ou le Comité exécutif, selon le cas, pourra examiner la proposition du Directeur général relative à la non-application des réductions, et pourra approuver la proposition ou toute autre réduction inférieure jugée appropriée. Si le Conseil ou le Comité exécutif rejette la proposition et n'offre pas d'autre solution, ou s'il ne répond pas dans les 30 jours suivant la date de la consultation faite par écrit, le Directeur général appliquera les réductions indiquées dans les présentes Mesures.
- C. Dans l'éventualité où le Directeur général déciderait de consulter le Conseil ou le Comité exécutif et de formuler une proposition, comme il est stipulé dans la présente section, l'Institut en avisera l'État concerné et lui accordera suffisamment de temps pour qu'il puisse expliquer sa position aux autres États membres avant que le Comité exécutif ou le Conseil ne rende sa décision au sujet de la proposition.
- D. Aux fins de la présente disposition, les « intérêts fondamentaux de l'Institut » comprennent les « buts » définis dans l'article 3 de la Convention sur l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture ainsi que les programmes et politiques adoptés par l'Institut pour atteindre ces buts.

VIII. LIGNES DIRECTRICES RELATIVES AUX PLANS DE PAIEMENT

- A. Le plan de paiement sera présenté par écrit et sera signé par le Directeur général et par le représentant dûment autorisé de l'État membre participant.
- B. Le plan doit prévoir le paiement du montant total des arriérés dans un délai maximal de 48 mois.
- C. En vertu du plan, l'État membre participant devra effectuer un versement, dans les 15 jours suivant la signature, équivalant au minimum à la quote-part demandée pour l'année en cours, puis, chaque année subséquente pendant laquelle le plan est en vigueur, il devra verser un montant au moins égal à la quote-part demandée pour chacune de ces années.
- D. Le Directeur général peut négocier et accepter les modalités de paiement avec les États membres pour le paiement des montants dus en monnaie nationale, en biens-fonds ou autres biens de valeur, sous réserve de l'approbation du Comité exécutif et seulement lorsqu'il a été établi que :
 - 1. Dans le cas d'un paiement en monnaie nationale et en biens de valeur, l'Institut ne subira pas de préjudice financier en acceptant cette monnaie ou ces biens;
 - 2. Dans le cas d'un paiement sous forme de biens-fonds, les conditions particulières stipulées à l'article 4.20 du Règlement financier, « Acceptation de dons de droits de propriété immobilière », sont respectées et, pendant une période raisonnable, l'Institut retirera des revenus ou réalisera des économies de l'occupation, de l'utilisation, de la vente ou de la location de la propriété, d'un montant égal ou supérieur au montant dû correspondant.

IX. INFORMATION SUR LA SITUATION DES ÉTATS MEMBRES AVANT LES ÉLECTIONS ET LES RÉUNIONS

- A. Lorsque les documents relatifs à la candidature présentée par un État membre seront distribués aux États membres, la Direction générale indiquera dans la lettre d'accompagnement si l'État membre qui présente la candidature ou l'État dont le candidat est citoyen, s'il est différent, est à jour, en situation régulière, en situation spéciale ou en défaut de paiement. Elle précisera également le nombre d'années de retard pour les États correspondants.
- B. La liste des États débiteurs qui est envoyée avant les réunions du Conseil et du Comité exécutif, conformément à l'article 3.1 du Règlement pour l'application de l'article 24 de la Convention portant création de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, indiquera, entre autres détails, la situation de chaque État membre en regard des présentes mesures et, le cas échéant, le nombre d'années de retard dans le paiement de ses quotes-parts.